

Service de la Santé de la Protection Animale et de l'Environnement

Arras, le 31/01/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/01/2022

Contexte et constats

Publié sur



VANBREMEERSCH CLAUDE

2 RUE DE L'ANGLET
HAMEAU DE CRECQUES
62120 MAMETZ

Références : DDPP 62 – 2022 - 0553

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/01/2022 dans l'établissement VANBREMEERSCH CLAUDE implanté 2 RUE DE L'ANGLET HAMEAU DE CRECQUES 62120 MAMETZ. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VANBREMEERSCH CLAUDE
- 2 RUE DE L'ANGLET HAMEAU DE CRECQUES 62120 MAMETZ
- Code AIOT dans GUN : 0056201125
- Régime : Autorisation

L'exploitation de M. Vanbremeersch bénéficie d'un arrêté préfectoral d'autorisation pour l'élevage de 300 chiens de plus de 4 mois délivré le 19 mai 2004 et d'un récépissé de déclaration du 22 janvier 2004 pour 39 chiens sur le site rue de l'Anglet.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle

- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées.
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Taille	Autre du 22/01/2004, article Récépissé	/	
Conformité de l'installation	Arrêté Préfectoral du 19/05/2004, article 30	/	
Mesures des émissions sonores	Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 29	/	
Animaux morts	Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 25	/	
Prévention des incendies	Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 26	/	
Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 26	/	

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Taille	Décret du 02/12/2021, article Annexe	/	
Règles d'implantation	Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 4	/	
Règles d'implantation	Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 4	/	
Intégration dans le paysage	Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 6	/	
Collecte des effluents	Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 7	/	
Aménagement des locaux-Imperméabilité-Etanchéité	Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 8	/	
Aménagement des locaux-Imperméabilité-Etanchéité	Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 8	/	
Stockage des effluents	Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 12	/	
Prévention de la fuite des chiens	Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 13	/	
Bruit	Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 14	/	
Traitement des effluents	Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 16	/	
Elimination des déchets	Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 24	/	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il a été constaté que M. Vanbremeersch a effectué des modifications notables sur son site principal (rue de la Halte) sans déclaration auprès de l'administration.

Un dépassement des effectifs sur le site secondaire (rue de l'anglet) a été constaté.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Taille

Référence réglementaire : Décret du 02/12/2021, article Annexe
Prescription contrôlée : Nombre de chiens de plus de 4 mois.
Constats : Présence de 274 chiens âgés de plus de 4 mois le jour du contrôle sur les 2 sites (site 1 : 217, site 2 : 57).
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Taille

Référence réglementaire : Autre du 22/01/2004, article Récépissé
Prescription contrôlée : Nombre de chiens de plus de 4 mois.
Constats : Le site 2 (2 rue de l'Anglet) bénéficie d'un récépissé pour 39 chiens sevrés. Il a été constaté le jour du contrôle la présence de 57 chiens.
Observations : Il a été demandé à l'exploitant de réduire immédiatement les effectifs à 39 chiens sur ce site.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

Nom du point de contrôle : Règles d'implantation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 4
Prescription contrôlée : Les bâtiments d'élevage, les annexes et les parcs d'élevage sont implantés : <ul style="list-style-type: none">- à au moins 100 mètres des habitations des tiers (à l'exception des logements occupés par des personnels de l'installation) ou des locaux habituellement occupés par des tiers, des stades ou des terrains de camping agréés, ainsi que des zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables aux tiers ;- à au moins 35 mètres des puits et forages, des sources, des aqueducs en écoulement libre, de toute installation souterraine ou semi-enterrée utilisée pour le stockage des eaux, que les eaux soient destinées à l'alimentation en eau potable ou à l'arrosage des cultures maraîchères, des rivages, des berges des cours d'eau ;- à au moins 200 mètres des lieux de baignade (à l'exception des piscines privées) et des plages ;- à au moins 500 mètres en amont des piscicultures et des zones conchylicoles. Des dérogations liées à la topographie et à la circulation des eaux peuvent être accordées par le préfet. En cas de nécessité et en l'absence de solution technique propre à garantir la commodité du voisinage et la protection des eaux, les distances fixées ci-dessus peuvent être augmentées.
Constats : Les bâtiments du site 1 au 10 rue de la Halte sont implantés à distances réglementaires. Les bâtiments du site 2 au 2 rue de l'anglet ne respectent pas cette prescription mais bénéficient de l'antériorité.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Règles d'implantation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 4
Prescription contrôlée : Les parcs d'ébat, de travail et d'élevage sont implantés sur des terrains de nature à supporter les animaux en toutes saisons, maintenus en bon état, et de perméabilité suffisante pour éviter la stagnation des eaux. Toutes les précautions sont prises pour éviter l'écoulement direct de boues et d'eau polluée vers les cours d'eau, le domaine public et les terrains des tiers.
Constats : Les parcs d'ébats sont aménagés sur gazon.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Conformité de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/05/2004, article 30
Prescription contrôlée : Toute transformation dans l'état des lieux et toute modification de l'installation et de son mode d'utilisation entraînant un changement notable des éléments du dossier susvisé doivent être portées pour avis à la connaissance du Préfet avant leur réalisation.
Constats : A l'arrière de la maternité 2 conteneurs avec courettes ont été aménagés pour loger des animaux sans que cette réalisation ne soit portée à la connaissance de l'administration.
Observations : Il est demandé à l'exploitant de transmettre un dossier de porter à connaissance dans un délai de 2 mois.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

Nom du point de contrôle : Intégration dans le paysage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 6
Prescription contrôlée : L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage.
Constats : L'exploitation est correctement intégrée.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Collecte des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 7
Prescription contrôlée : Le réseau de collecte des effluents est maintenu en bon état de fonctionnement. Les points de rejet des eaux résiduaires sont en nombre aussi réduit que possible. Ils sont aménagés pour permettre l'installation de système de prélèvement d'échantillons et de mesure du débit.
Constats : Les jus sont récupérés dans des fosses situés à proximité des bâtiments.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Aménagement des locaux-Imperméabilité-Etanchéité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 8
Prescription contrôlée : Tous les sols des bâtiments d'élevage et des annexes, toutes les installations d'évacuation (canalisations, y compris celles permettant l'évacuation des effluents vers les ouvrages de stockage et de traitement, etc.) ou de stockage des effluents sont imperméables et maintenus en parfait état d'étanchéité. La pente des sols des bâtiments d'élevage ou des installations annexes permet l'écoulement des effluents vers le système d'assainissement. Ces dispositions ne s'appliquent pas aux sols des parcs d'ébat, de travail et d'élevage.
Constats : Les effluents s'écoulent vers des fosses de récupération des jus.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Aménagement des locaux-Imperméabilité-Etanchéité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 8
Prescription contrôlée : A l'intérieur des bâtiments d'élevage, le bas des murs est imperméable et maintenu en parfait état d'étanchéité sur une hauteur d'un mètre au moins.
Constats : Le bas des murs de l'élevage sont imperméables.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Stockage des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 12
Prescription contrôlée : Lorsqu'ils existent, les ouvrages de stockage des effluents sont dimensionnés et exploités de manière à éviter tout déversement dans le milieu naturel. En cas d'épandage sur des terres agricoles, la capacité de stockage permet de stocker la totalité des effluents produits pendant quatre mois au minimum. La capacité de stockage peut être augmentée pour tenir compte notamment des particularités climatiques et de la valorisation agronomique. Les durées de stockage sont définies par le préfet et tiennent compte des particularités climatiques. Lorsque les effluents sont rejetés dans le milieu naturel après traitement, il en est tenu compte dans le calcul de la capacité de stockage des effluents. Les ouvrages de stockage à l'air libre des effluents liquides sont signalés et entourés d'une clôture de sécurité efficace. Les nouveaux ouvrages sont dotés de dispositifs de contrôle de l'étanchéité. Les ouvrages de stockage des effluents liquides construits après la publication du présent arrêté au Journal officiel sont conformes aux I à V et VII à IX du cahier des charges de l'annexe II de l'arrêté du 26 février 2002 relatif aux travaux de maîtrise des pollutions liées aux effluents d'élevage.
Constats : Le fumier est stocké dans une remorque (une remorque sur chaque site).
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Prévention de la fuite des chiens

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 13
Prescription contrôlée : Toutes mesures sont prises dans toutes les parties de l'installation pour éviter la fuite des animaux (conception et hauteur des clôtures, murs et cloisons,...). Des moyens de capture appropriés sont tenus à disposition dans l'établissement, en tant que de besoin.
Constats : Le site 1 est clôturé, le site 2 est totalement fermé.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Bruit

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 14
Prescription contrôlée : L'installation est construite, équipée et exploitée de façon telle que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci. Toutes les précautions sont prises pour éviter aux animaux de voir directement la voie publique ou toute sollicitation régulière susceptible de provoquer des aboiements, à l'exclusion de celles nécessaires au bon fonctionnement de l'installation. Les animaux sont rentrés chaque nuit dans les bâtiments, ou enclos réservés.
Constats : Le site est situé en retrait vis à vis des tiers, le site 2 est complètement muré.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Mesures des émissions sonores

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 29
Prescription contrôlée : La mesure des émissions sonores est effectuée, selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997, selon une périodicité quinquennale, sauf dérogation prévue par l'arrêté préfectoral d'autorisation, liée à la situation géographique, à l'aménagement ou aux conditions d'exploitation de l'installation. Les mesures sont effectuées, dans la mesure du possible, par un organisme ou une personne qualifiée, agréée par le ministre chargé de l'environnement. Ces mesures sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.
Constats : Aucune étude de bruit n'a pu être présentée le jour de l'inspection.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

Nom du point de contrôle : Traitement des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 16
Prescription contrôlée : Les effluents (solides et liquides) de l'installation sont traités : - soit dans un système d'assainissement individuel (du type fosse septique étanche, fosse à tranchée filtrante,...) dans les conditions prévues à l'article 18, sans préjudice des dispositions de la réglementation en vigueur concernant ces systèmes, et notamment des dispositions de l'arrêté ministériel du 6 mai 1996 et dans le respect des recommandations du service public d'assainissement non collectif ; - soit sur un site spécialisé (centre d'enfouissement, centre de compostage,...) dans les conditions prévues à l'article 19 ; - soit dans une station d'épuration propre à l'installation, dans les conditions prévues à l'article 20 ; - soit par épandage sur des terres agricoles, conformément aux dispositions de l'article 21 ; - soit par tout autre moyen équivalent autorisé par le préfet.
Constats : Les effluents sont épandus sur les terres de M. VANBREMEERSCH.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Elimination des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 24
Prescription contrôlée : L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets et notamment les emballages et les déchets de soins vétérinaires produits, dans des conditions propres à garantir les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Il s'assure que les installations utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet. Les déchets, et notamment les emballages et les déchets de soins vétérinaires produits par l'installation, doivent être stockés dans des conditions prévenant les risques de pollution (prévention des envols, des ruissellements, des infiltrations dans le sol, des odeurs,...). Les déchets non dangereux (bois, papier, verre, textile, plastique, caoutchouc, etc.) et non souillés par des produits toxiques ou polluants peuvent être récupérés, valorisés ou éliminés dans des installations autorisées. Le brûlage des déchets à l'air libre est interdit.
Constats : Les déchets de soins vétérinaires sont repris par le vétérinaire sanitaire.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Animaux morts

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 25
Prescription contrôlée : Les animaux morts sont entreposés et enlevés par l'équarrisseur ou détruits selon les modalités prévues par le code rural. En vue de leur enlèvement, les animaux morts sont placés dans des conteneurs étanches et fermés, de manipulation facile, disposés sur un emplacement séparé de toute autre activité et réservé à cet usage. Dans l'attente de leur enlèvement, quand celui-ci est différé conformément aux modalités prévues par le code rural, sauf mortalité exceptionnelle, ils sont stockés à température négative dans un récipient étanche et fermé, destiné à ce seul usage et identifié. Le brûlage des cadavres à l'air libre est interdit.
Constats : Absence de bac d'équarrissage pour les chiens de grande taille et absence de conteneurs à température négative (congélateur) pour les animaux de petites tailles.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

Nom du point de contrôle : Prévention des incendies

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 26
Prescription contrôlée : Les installations techniques (gaz, chauffage, fuel) et électriques sont réalisées conformément aux dispositions des normes et réglementations en vigueur. Les vannes de barrage (gaz, fuel, électricité) sont installées à l'entrée des bâtiments dans un boîtier sous verre dormant correctement identifié. Toutes les installations électriques sont entretenues en bon état et sont contrôlées, après leur installation ou leur modification, par une personne compétente au moins tous les trois ans. Lorsque l'exploitant emploie du personnel, la périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports relatifs auxdites vérifications sont fixés conformément au décret n° 88-1056 du 14 novembre 1988 pris pour l'exécution des dispositions du livre II du code du travail. Les rapports de vérification et les justificatifs de la réalisation des travaux rendus nécessaires suite à ces rapports sont tenus à la disposition des organismes de contrôle et de l'inspection des installations classées.
Constats : Les installations électriques n'ont pas fait l'objet de vérification récente.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

Nom du point de contrôle : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 26
Prescription contrôlée : L'installation doit être équipée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : - d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux,...) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le danger à combattre ; - d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés ; - d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; - de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local. Ces matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an. Les rapports de vérification sont tenus à la disposition de l'inspection. Des moyens complémentaires de lutte contre l'incendie peuvent être fixés par l'arrêté préfectoral d'autorisation.
Constats : Un seul extincteur a été constaté sur le site et n'a pas fait l'objet de vérification récente.
Type de suites proposées : Susceptible de suites